



Communiqué du Grand Orient de France

LA DEUXIEME MORT DE CHARB, VICTIME DU TERRORISME ISLAMISTE

Le Conseil de l'Ordre du Grand Orient France a pris connaissance avec indignation de la lettre qu'a adressée le « syndicat Solidaires Etudiant-e-s Paris 7 » à la Présidente de l'Université Paris-Diderot, osant demander l'annulation d'une lecture-débat prévue dans cette université autour du dernier ouvrage de Charb « Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes ». Les bûchers de l'Inquisition vont-ils être rallumés ?

Le prétexte invoqué est particulièrement nauséabond, puisqu'il établit un parallèle entre la violence criminelle des terroristes qui ont massacré la rédaction de Charlie Hebdo, dont Charb, le 7 janvier 2015, et les « violences racistes islamophobes » et leurs « victimes ». Faut-il rappeler que, si aucun musulman ne voit aujourd'hui –et c'est heureux- sa vie menacée en France à raison de sa religion, plus de 220 personnes, de toute origine et de toute conviction, ont été assassinées en France depuis 2012, au nom de l'islamisme politique ? La lettre du syndicat étudiant en question constitue une insulte à la mémoire des victimes du terrorisme, voire manifeste une certaine complaisance à l'égard de celui-ci.

Le Grand Orient de France, pour sa part, a organisé et soutenu à plusieurs reprises la représentation du spectacle tiré des écrits de Charb, pour protester contre les tentatives de censure dont il avait fait l'objet précédemment. Cet ouvrage radicalement antiraciste constitue une critique universaliste et humaniste de toutes les déviations religieuses –de quelque culte qu'elles émanent- qui s'opposent à l'émancipation des individus et à leur liberté de conscience. Il est inquiétant de voir des étudiants de l'enseignement supérieur affirmer des contre-vérités à propos d'un texte qu'ils n'ont manifestement pas lu : ainsi procèdent tous les totalitarismes à l'égard des productions de l'esprit.

Le Grand Orient de France partage totalement la dénonciation de la notion « d'islamophobie », qui cherche à faire taire toute critique d'une religion, en violation des principes de la République. Ce que la loi interdit, c'est le racisme et la haine des individus à raison de leur religion. Si le racisme existe et doit être combattu, il est faux de prétendre qu'il y aurait en France une « oppression des musulman-e-s ».

Le Grand Orient de France invite la présidente de l'Université Paris-Diderot à résister à ces pressions inadmissibles et à maintenir l'organisation de cette lecture-débat.

Fait à Paris, le 26 janvier 2018